

- **Nom**
Thillaye
- **Prénom**
Sabine
- **Adresse**
175 bis bd Charles de Gaulle 37540 Saint-Cyr-sur-Loire
- **Raison sociale**
Députée d'Indre-et-Loire, présidente de la Commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultation citoyenne sur l'Europe
- **Description de l'activité**
Consultation citoyenne sur l'Europe avec les riverains du quartier de l'Europe à Tours Nord
- **Date et heure**
vendredi 26 octobre de 18h30 à 20h30
- **Lieu**
Médiathèque François Mitterrand - 2 Esplanade François Mitterrand, 37100 Tours
- **Nombre de participants**
36

- **Catégories de publics présents**
36 participants dont 8 étudiants du master Droit européen de l'Université de Tours.
Femmes et hommes, étudiants, retraités, actifs.
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Sabine Thillaye, présidente de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
la construction européenne
la citoyenneté européenne
les défaillances de la communication des institutions européennes
le déficit démocratique de l'UE
souveraineté nationale et Union européenne
l'interculturalité et les échanges
les limites du leadership de l'UE
les limites de l'harmonisation
actualité européenne : Brexit, l'Italie et la question de l'accueil des migrants, conservatisme Pologne/Hongrie
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
A la question "Vous sentez-vous citoyen européen ? », la réponse est globalement unanime : les participants se considèrent citoyens européens. Ils soulignent l'avancée majeure qu'est la paix retrouvée, après des siècles de guerre, mais pointent également les écueils de l'Europe : un déficit démocratique (remise en cause du rôle et du fonctionnement « technocratique » de la Commission), une Europe sociale qui n'est pas aboutie, à l'origine de délocalisations. Nombreux sont ceux qui ne souhaitent pas l'élargissement, regrettant que l'Europe ait grandi trop vite avec des écarts trop importants entre ses Etats. Ces écarts créent une concurrence interne à l'Europe qui ne permet pas de faire face à la concurrence internationale. L'actualité européenne préoccupe : l'Italie et la question de l'accueil des migrants, le Brexit (crainte notamment qu'il devienne un paradis fiscal), le conservatisme Pologne/Hongrie.

L'Europe a de réelles difficultés à communiquer sur ses débats, ses décisions, ses actions. « La communication manque. On ne parle de Bruxelles que quand ça ne va pas ». L'Europe a l'image du bouc-émissaire : on européenise les échecs et on nationalise les réussites. L'Europe a besoin de symboles forts qui parlent à ses citoyens. Ces derniers ont le sentiment de ne pas disposer d'informations suffisantes sur l'UE et les institutions européennes. Celle-ci doit informer, communiquer et davantage faire connaître ses positions. « Il manque un véritable espace public européen ».

Ce manque de communication auprès du grand public alimente le désintérêt des citoyens pour les questions européennes, qui paraissent éloignées de leur quotidien.

Cela se reflète dans le faible taux de participation lors des échéances électorales. Ce manque de transparence ne fait-il pas craindre un retour des souverainetés nationales à la suite des élections européennes ?

Certains regrettent que les listes transnationales n'aient pas abouti.

L'importance de l'interculturalité est soulignée, pour apprendre à se connaître et à vivre ensemble un destin commun. « Quand on parle de l'Europe, on parle technicité, économie... Mais on ne parle pas suffisamment de culture ». Il faut ainsi favoriser les échanges, dans tous les champs de la société. Les jumelages (de villes, d'entreprises, etc.) ont à cet égard un rôle primordial. Ils doivent être développés.

L'Europe souffre des limites de l'harmonisation de ses normes, notamment sociales et fiscales. L'harmonisation fiscale est une priorité. Difficulté à mettre en place un marché européen totalement harmonisé et unifié. Dans le domaine de l'agriculture, nous pouvons illustrer le cas avec les disparités sur le label « bio » entre les Etats.

Comment concilier les particularités nationales tout en établissant un leadership, notamment à l'international, afin de faire front sous une bannière commune ? Accentuer les dialogues, continuer à défendre les principes de l'UE, prendre en compte les particularités nationales, appuyer sur le principe de solidarité (l'Italie s'est retrouvée seule face à la crise migratoire en Méditerranée).

- **Pistes de proposition formulées**

Cf. section précédente